

Analyses & Résultats

Avril 2018 - numéro 51

Des résultats économiques 2016 en berne pour les exploitations agricoles

Les exploitations agricoles de Nouvelle-Aquitaine ont souffert des mauvaises conditions climatiques du printemps et de l'été 2016 dans un contexte de cours peu favorables. En moyenne, la ferme régionale affiche un excédent brut d'exploitation en baisse de près de 10 % sur un an. La plupart des productions sont affectées. Ainsi, 6 exploitations sur 10 ont un résultat inférieur à celui de 2015. La dispersion des résultats entre exploitations se comprime sauf en viticulture AOP IGP.

Les gelées d'avril, les fortes pluies de mai combinées au déficit d'ensoleillement, suivies de la sécheresse estivale ont pesé sur les récoltes en 2016. Les prix agricoles ont de plus globalement été mal orientés. Les exploitations « moyennes et grandes » (voir définition page 2) de Nouvelle-Aquitaine, toutes orientations de production confondues, affichent des résultats moyens en berne, mais de façon moins marquée qu'en moyenne française.

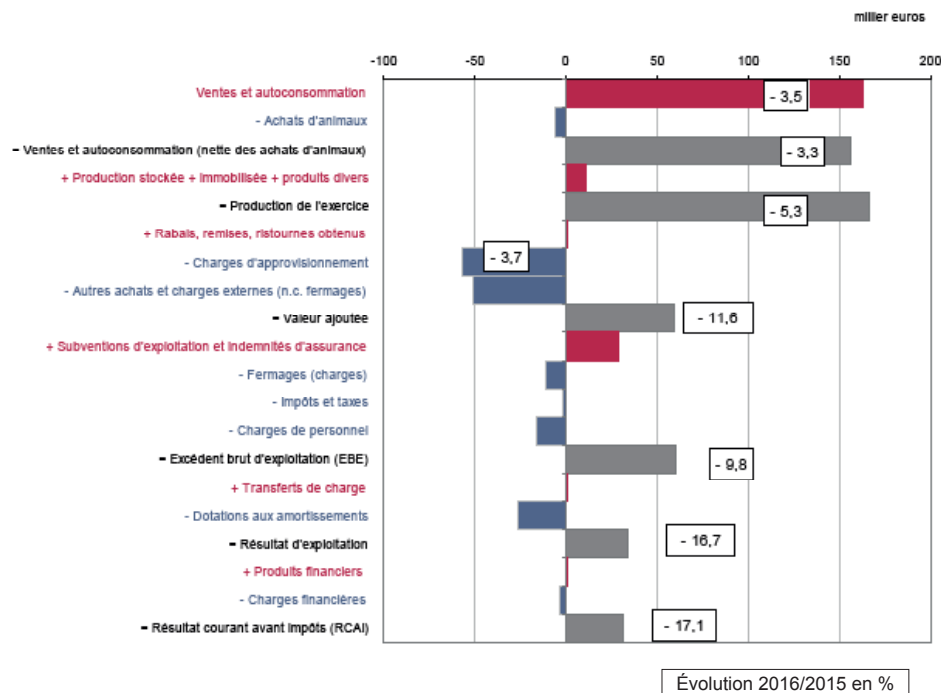
L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'établit dans la région à 60 300 euros, en baisse de 9,8 % contre - 14,5 % pour l'ensemble des régions métropolitaines. Proportionnellement, il y a plus

d'exploitations touchées en Nouvelle-Aquitaine. Ainsi, près de 60 % d'entre elles ont un EBE plus faible qu'en 2015 (40 % au niveau national) et 20 % ont un résultat courant avant impôt (RCAI) négatif.

En Nouvelle-Aquitaine, la production de l'exercice se rétracte de 5,3 %, la valeur ajoutée de 11,6 % et le résultat courant avant impôts par actif non salarié - hors cotisations sociales des exploitants - baisse de 15,9 %.

Les différents postes et soldes intermédiaires en 2016

moyenne toutes OTEX Nouvelle-Aquitaine



Source : Agreste - RICA

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est un indicateur des ressources dégagées par le processus de production, après paiement des charges de personnel mais avant amortissement.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) est calculé en déduisant les charges d'amortissement comptable. Il constitue ainsi un indicateur important de la rentabilité ordinaire de l'activité agricole de l'exploitation.

Le RCAI ou l'EBE rapportés au travail non salarié tiennent compte de la présence éventuelle de plusieurs coexploitants non salariés sur l'exploitation. Ils sont notés RCAI ou EBE par UTANS (actif non salarié). Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des cotisations sociales du ou des exploitant(s).

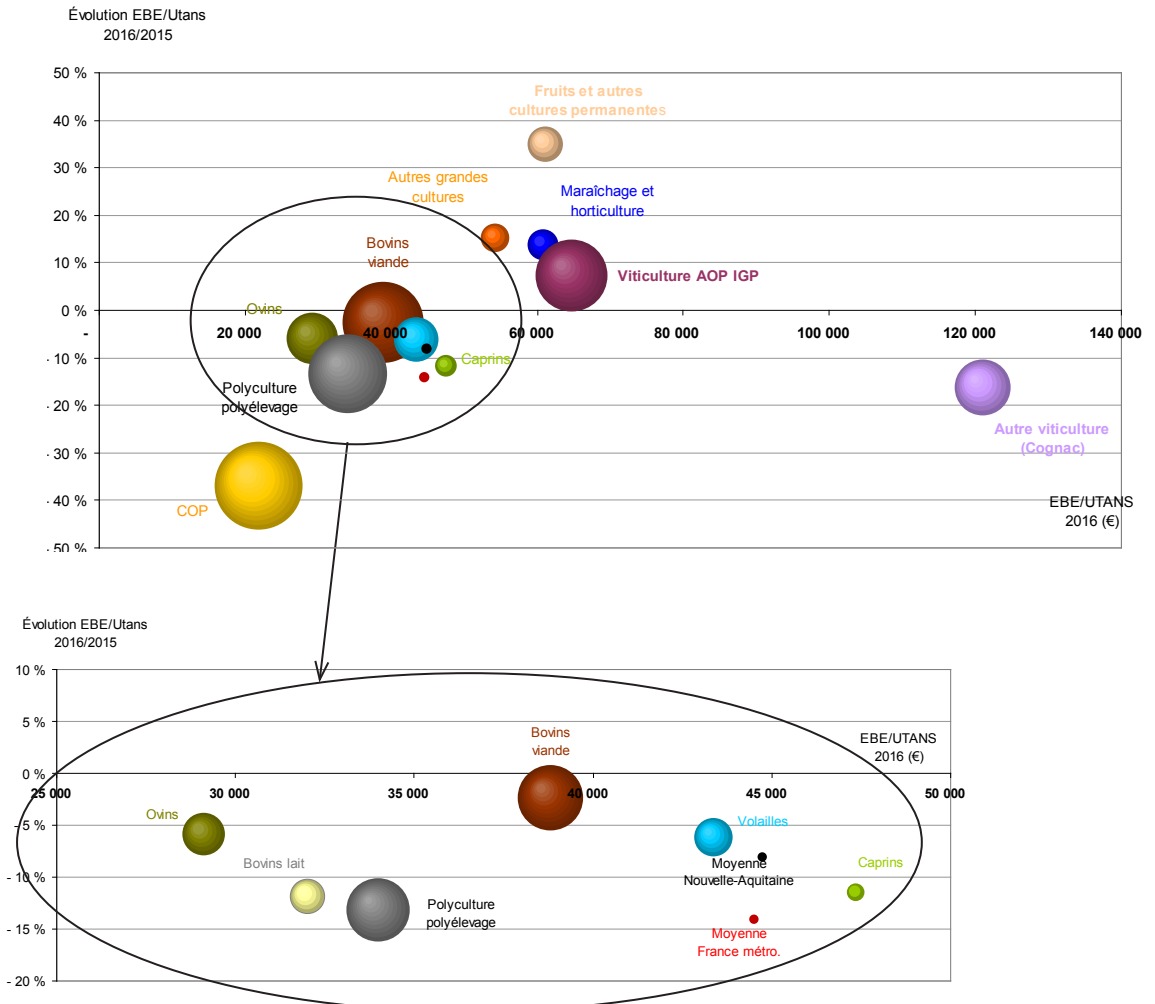
Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon « constant » constitué d'exploitations présentes à la fois en 2015 et 2016 dans la même orientation (soit 92 % de l'échantillon 2016). Pour tenir compte de l'inflation, elles sont corrigées de l'évolution du prix du produit intérieur brut entre 2015 et 2016 (+ 0,38 %).

Toutes les données sont des valeurs moyennes par exploitation.

Les résultats sont en baisse pour la plupart des orientations de production de la région, de façon plus ou moins importante. Toutes les productions animales ainsi que les exploitations spécialisées en céréales-oléoprotéagineux (COP) et les viticulteurs hors AOP

sont affectés par ce recul. La situation est plus favorable pour la viticulture AOP, le maraîchage et l'horticulture, les producteurs de fruits et ceux des autres grandes cultures.

Excédent brut d'exploitation par unité de travail non salarié en 2016 et évolution sur un an



Les cercles sont proportionnels au nombre d'exploitations classées dans l'orientation

Source : Agreste - RICA

La détermination de l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations) et de la CDEX (classe de dimension économique des exploitations) d'une exploitation se fait à partir de données physiques : surfaces des différentes productions végétales et effectifs des différentes catégories d'animaux.

À chaque hectare et à chaque tête d'animal est appliqué un coefficient, indicateur normatif de production brute standard unitaire. Ce coefficient de « PBS » (production brute standard) est établi par région, pour chaque production considérée et s'exprime en €.

Les exploitations « moyennes et grandes » sont celles possédant une PBS supérieure ou égale à 25 000 €.

La filière COP pénalisée par les conditions climatiques

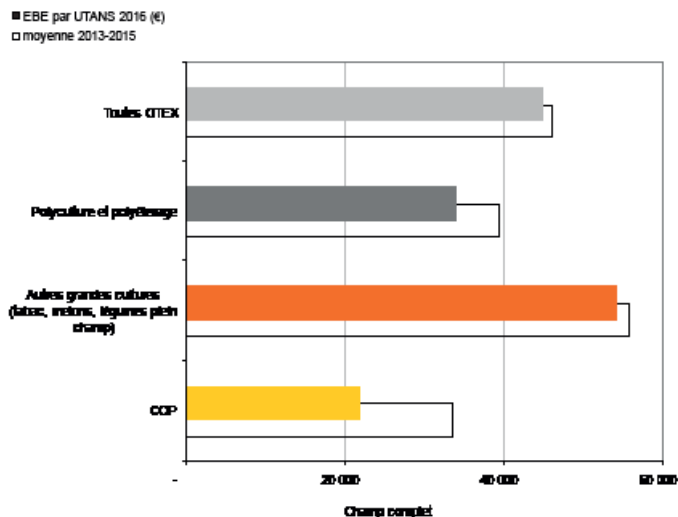
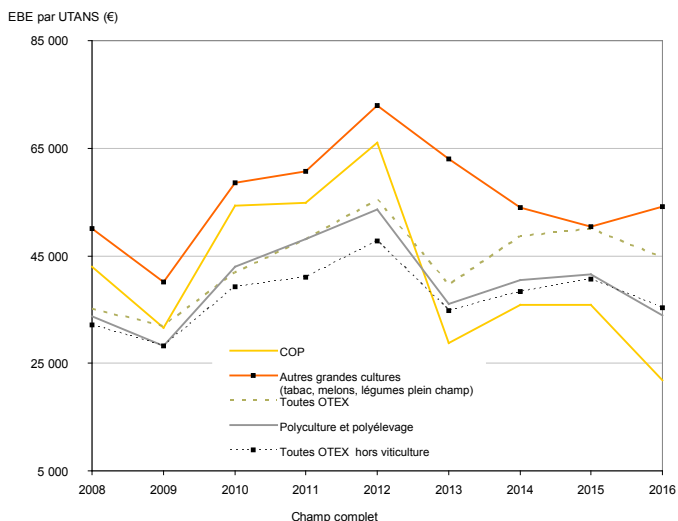
En 2016, l'EBE moyen des exploitations spécialisées en céréales-oléoprotéagineux diminue fortement (- 37 %). Il atteint 27 000 euros, en deçà des niveaux déjà particulièrement bas de 2009 et 2013. Dans la région, 80 % des exploitations COP ont un EBE en baisse et 50 % un RCAI négatif en 2016.

Les fortes pluies de mai, le déficit d'ensoleillement au printemps et la sécheresse en été entraînent des rendements très bas

conjugués à des prix de vente faibles. Aussi, avec une baisse de la valeur de la production de 16 %, le résultat courant avant impôts moyen est négatif.

La combinaison d'ateliers animaux et végétaux permet aux exploitations classées en polyculture ou polyélevage de réduire les risques. Elles affichent un retrait de la valeur de production de 9 % et de l'EBE de 14%, soit un niveau un peu inférieur à celui de la moyenne 2013-2015. 67 % des exploitations de cette orientation enregistrent un EBE en baisse sur un an et 20 % un RCAI négatif.

Productions végétales de grandes cultures



Source : Agreste - RICA

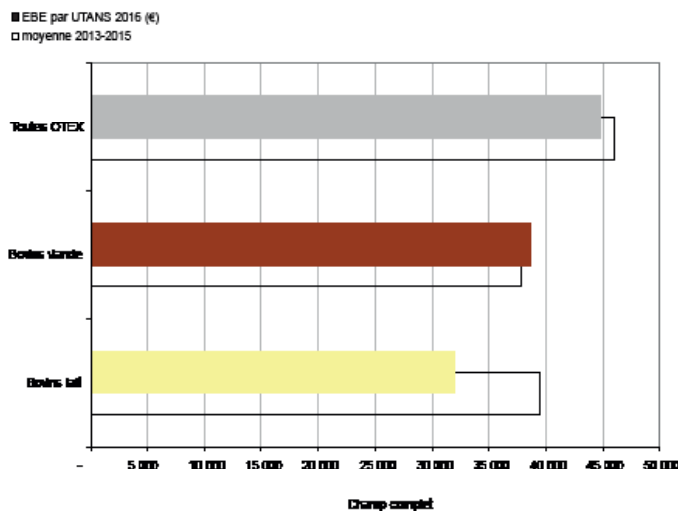
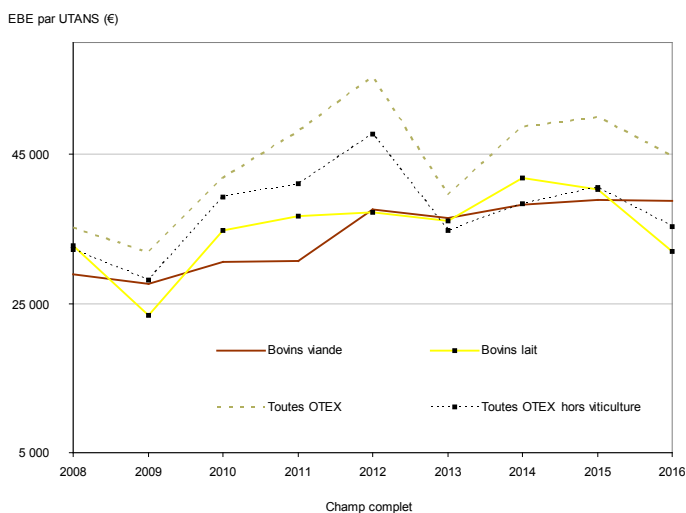
Les élevages de bovins pénalisés par le prix du lait

En 2016, la valeur de la production des exploitations en bovins lait recule de 9 % en raison de la baisse du prix de lait payé aux éleveurs au premier semestre. Le manque à gagner n'est compensé ni par l'inflexion des cours qui ne se fait qu'à partir de septembre ni par la réduction des charges d'approvisionnement, trop faible (- 5 %).

L'EBE rapporté au travail non salarié s'établit à 36 000 euros, en recul de 11 % sur un an et de 19 % par rapport à la moyenne 2013-2015. Dans la région 56 % des exploitations laitières ont un EBE moins élevé qu'en 2015 et 20 % un RCAI négatif.

Dans ce contexte économiquement difficile, la déprise laitière s'est poursuivie en 2016, entraînant une décapitalisation du cheptel laitier et un afflux de vaches laitières de réforme sur le marché de la viande. La tension sur les cours touche toutes les catégories de bovins. Elle se traduit par un retrait de la valeur de production des élevages de bovins viande de 3 %. De plus, le déficit de la production fourragère dû à la sécheresse estivale contribue à la hausse des charges d'approvisionnement (+ 1 %). Malgré la progression des subventions d'exploitations, l'EBE par actif non salarié diminue de 4 % en moyenne. La moitié des éleveurs de bovins viande de la région ont un EBE en recul sur un an.

Productions bovines



Source : Agreste - RICA

Une baisse générale pour les élevages ovins, caprins et avicoles

La production des élevages ovins et caprins confondus se rétracte de 6 % et l'EBE de 10 % malgré une hausse des subventions (+ 2 %).

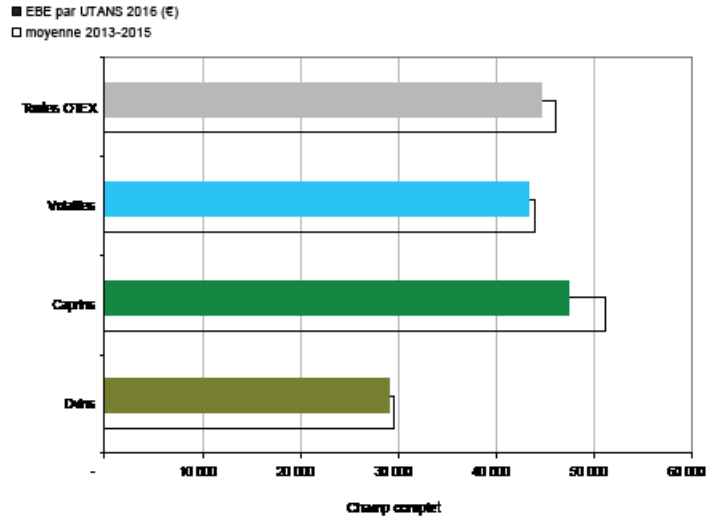
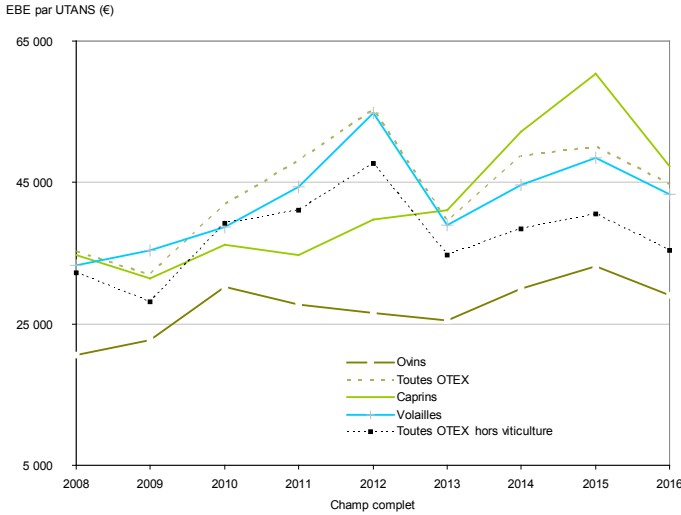
Les exploitations ovines affichent une valeur de production en baisse de 10 % en raison des tensions sur le marché des agneaux. Elle n'est pas compensée par la réduction des charges d'approvisionnement. L'EBE par actif non salarié diminue de 9 % après deux années de progression et s'établit à 29 100 euros. La moitié des exploitations ovines de la région obtiennent un EBE plus faible en 2016 que l'année précédente.

Le prix du lait de chèvre, plus favorable en 2016, permet à la production de se maintenir mais l'augmentation des charges entraîne l'EBE à la baisse (- 14 %). Il est d'un niveau plus faible que la moyenne des trois années précédentes.

La valeur de la production des exploitations avicoles, en partie touchées par l'épizootie d'influenza aviaire, diminue en moyenne de 16 %. Malgré la baisse des charges, les pertes liées au vétérinaire dépassent le montant des aides et des indemnités d'assurance.

L'EBE moyen est en retrait de 7 % ; 40 % des exploitations avicoles de Nouvelle-Aquitaine ont un EBE plus faible en 2016.

Productions ovines, caprines et avicoles



Source : Agreste - RICA

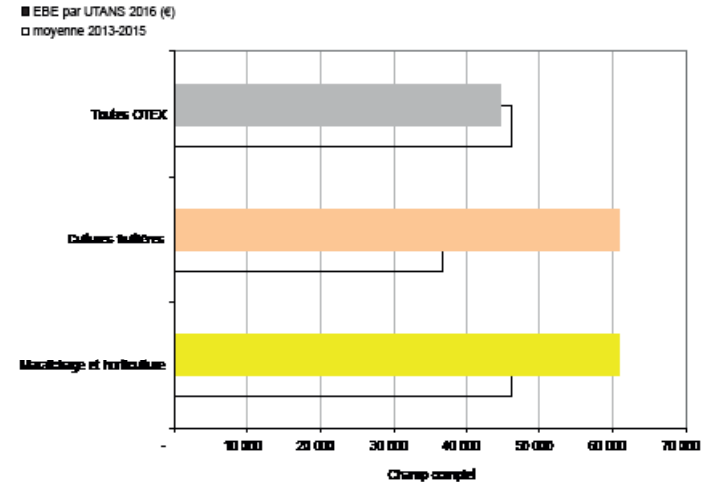
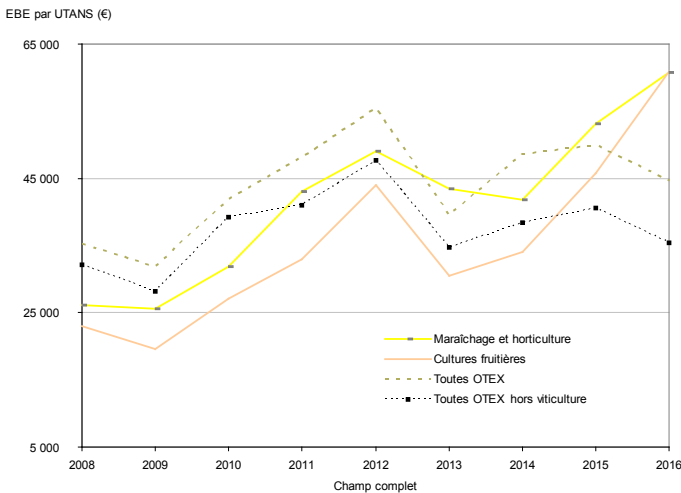
Du mieux pour les producteurs de fruits et légumes mais des résultats plus contrastés en viticulture

L'année 2016 est plus favorable pour les exploitations produisant des fruits, des légumes ou des fleurs. La production est en hausse tout comme l'EBE : + 18 % pour les maraîchers et + 29 % pour les arboriculteurs. Dans le cognaçais, les gelées tardives et les orages de grêle

ont amputé la production qui recule de 10 %. Les indemnités d'assurance, en forte progression, ne couvrent pas les pertes et l'EBE est en baisse de 18 % après deux années de forte croissance.

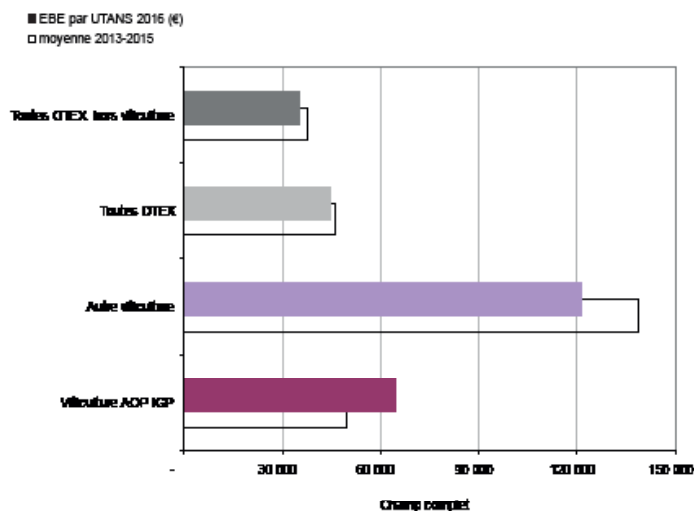
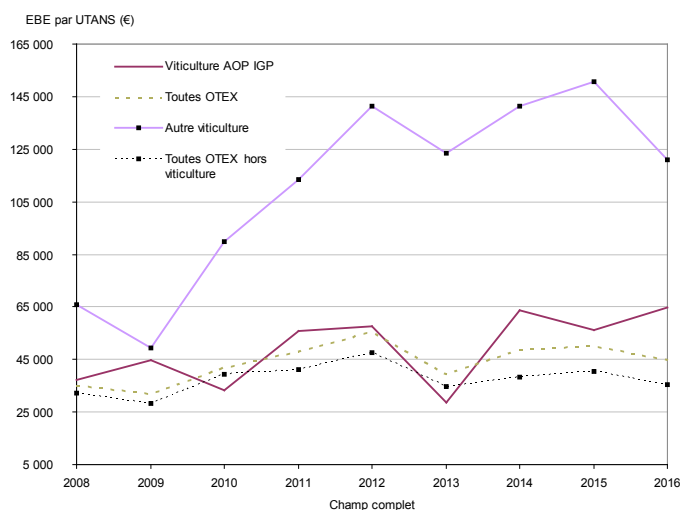
Dans les autres vignobles de la région, les conséquences des accidents climatiques sont moindres. La bonne récolte 2016 en AOP IGP permet de reconstituer les stocks. Les ventes progressent de 4 % en valeur, la production de l'exercice de 5 % tout comme l'EBE.

Productions légumes et fruits



Source : Agreste - RICA

Productions viticoles



Source : Agreste - RICA

Les subventions dans l'EBE

En moyenne par exploitation, le montant des subventions est de 28 500 euros en Nouvelle-Aquitaine pour un EBE de 60 300 euros.

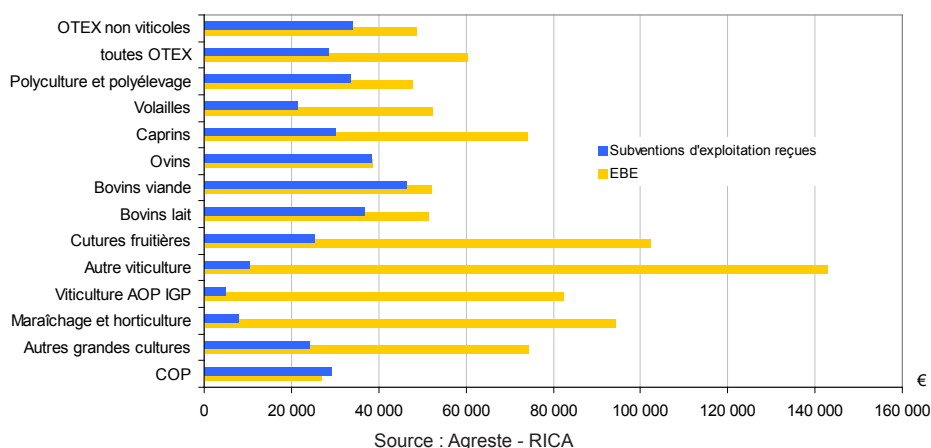
La dépendance aux aides est d'autant plus forte cette année où les aléas climatiques et sanitaires ont obéré les résultats.

Ainsi, sans subvention, 31 % des exploitations auraient un EBE négatif, 37 % en excluant la viticulture. La part atteint même 56 % pour les exploitations en COP et 51 % en ovins-caprins.

Le poids des subventions dans l'EBE en 2016

% d'exploitations de Nouvelle-Aquitaine ayant un EBE inférieur au montant des subventions reçues	
COP	56 %
Ovins - caprins	51 %
Bovins viande	38 %
Bovins lait	34 %
Polyculture et polyélevage	32 %
Toutes OTEX	31 %

Source : Agreste - RICA

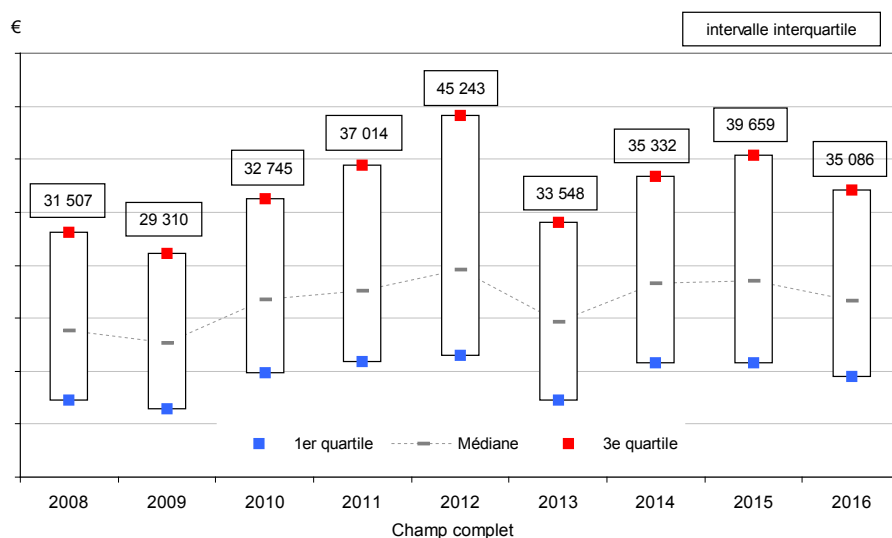


Source : Agreste - RICA

La dispersion des résultats diminue

En 2016, l'EBE moyen par unité de travail non salarié s'établit à 46 700 euros. Pour 25 % des exploitations, ce ratio est inférieur à 19 000 euros alors qu'il dépasse 54 200 euros pour les 25 % ayant les résultats les plus élevés. La dispersion des résultats entre exploitations, mesurée avec l'intervalle interquartile (*), diminue entre 2015 et 2016 et retrouve le niveau de 2014.

EBE moyen par UTANS - Ensemble des OTEX



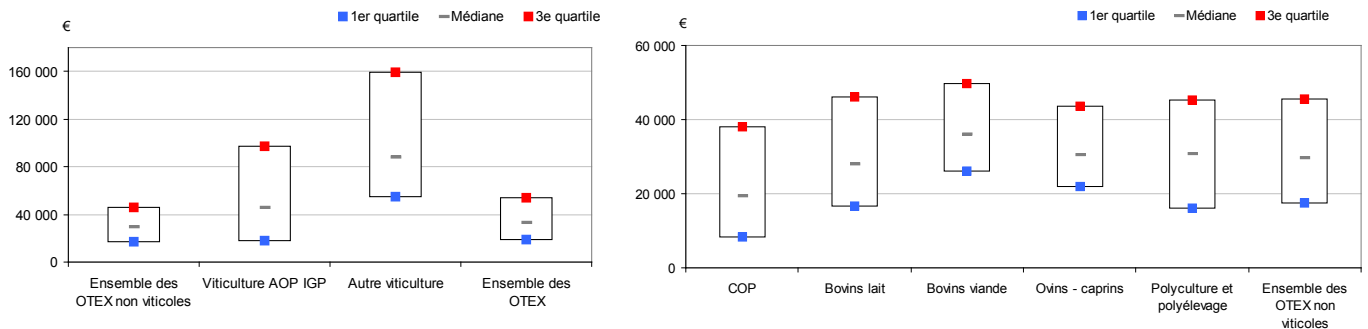
Source : Agreste - RICA

(*) Étendue des résultats hors prise en compte du quart des exploitations aux résultats les plus faibles et du quart des exploitations aux résultats les plus élevés

Entre orientations de production, la disparité est très grande, notamment entre viticulture et autres productions. Parmi l'ensemble des exploitations non viticoles, la moitié des exploitations ont un ratio compris entre 17 400 € et 46 000 €. En viticulture AOP IGP, cet intervalle est de (17 900 € - 97 300 €) contre (54 700 € - 159 500 €) pour la viticulture sans indication géographique, incluant le vignoble cognaçais. C'est en viticulture

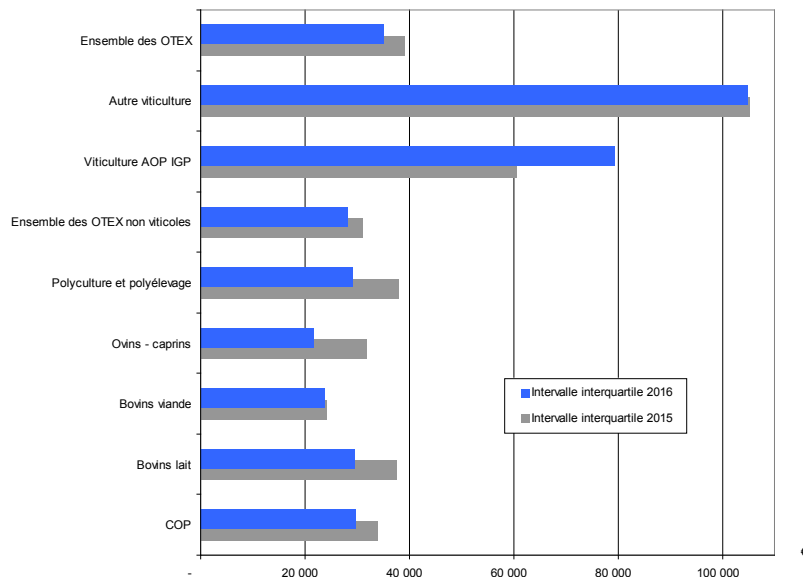
AOP IGP que la dispersion progresse le plus sur un an. Parmi les OTEX non viticoles, ce sont les éleveurs de bovins pour la viande qui forment le groupe le plus homogène avec une dispersion de 23 700 €, stable sur un an. Chez les producteurs d'ovins et caprins, la dispersion se contracte fortement pour atteindre 21 800 euros.

EBE moyen par UTANS 2016



Source : Agreste - RICA

La dispersion se réduit en 2016 sauf pour les vins AOP IGP



Source : Agreste - RICA

Qu'est-ce que le RICA ?

Le réseau d'information comptable agricole (Rica) est une enquête annuelle, harmonisée au niveau de l'Union européenne. Elle collecte des données comptables et technico-économiques détaillées auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles.

Les données collectées permettent notamment l'analyse de la diversité des revenus et celle de leur formation, de dresser des diagnostics économiques et financiers, et de simuler l'impact des politiques publiques. Cette enquête permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne.

Environ 7 300 exploitations composent l'échantillon national, dont 1 140 dans la région Nouvelle-Aquitaine.

©AGRESTE
2018
Prix : 2,50 €

Cette publication est disponible à parution sur les sites internet de la statistique agricole : <http://agreste.agriculture.gouv.fr> et de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine : <http://draaf.nouvelle-aquitaine.agriculture.gouv.fr>

Agreste
la statistique agricole

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale

LE PASTEL - 22, rue des Pénitents Blancs - C.S. 13916 - 87039 LIMOGES Cedex 1
Tel : 05 55 12 90 00 - Fax : 05 55 12 92 49
Courriel : contact.sriset.draaf-nouvelle-aquitaine@agriculture.gouv.fr

Directeur Régional : Philippe de GUENIN
Directeur de publication par intérim : Jean-Jacques SAMZUN
Rédactrice en chef : Catherine LAVAUD
Rédactrice : Myriam CHÉGUT
Composition- Impression : SRISSET Nouvelle-Aquitaine
Dépôt légal à parution - ISSN : 2551-1114

